



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2982
26 septembre 2025
1,50 € • DOM: 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Palestine

La promesse d'un État n'arrête pas le massacre



COMAR AL-QATTAA AFP

Khan Younes, le 22 septembre.

États-Unis
**La chasse
aux sorcières**

Page 10

Après le 18 septembre
**C'est pas à Matignon
qu'on aura satisfaction**

Page 3

Grands patrons
**Touchez pas
à leur grisbi**

Page 5

Leur société

- Syndicats : la satisfaction... d'être reçus à Matignon ! 3
- Lecornu : écorner les riches pour écorcher les pauvres ? 3
- État palestinien : les calculs de Macron 4
- Drapeau palestinien : tempête politicienne 4
- Riches : pas vraiment à plaindre... 5
- Bernard Arnault : il voit du rouge partout 5
- Aides publiques aux entreprises : qui sont les assistés ? 5
- Des familles en Nord... massif 5
- Pouvoir d'achat : toujours plombé 6
- Fin du SNU : service militaire au volontariat ? 6
- Assurances : pour les profits, ils assurent ! 6
- Télévisions : il faut voir comme on nous parle 6
- CMA CGM : milliardaire à la tonne 7
- Éleveurs de porcs : les dindons de la farce ? 7
- Avion de combat : qui va gagner des milliards ? 11
- Arnague au CPF : l'exemple vient d'en haut 11
- RER B : les voyages forment... les grosses fortunes 11

Dans le monde

- Cisjordanie : de la colonisation à l'annexion ? 8
- Espagne : Gaza s'invite à la Vuelta 8
- Aide humanitaire : sacrifiée par les grandes puissances 8
- Russie-OTAN : une tension alimentée 9
- UE : s'armer sans compter 9
- États-Unis : Trump relance la chasse aux sorcières 10
- Brésil : Bolsonaro condamné 10
- Côte d'Ivoire : combattre l'ethnisme 16
- Énergies fossiles : discours et réalité 16

Dans les entreprises

- Stellantis - Poissy 12
- Dassault - Cergy 12
- Dans nos bulletins Lutte ouvrière 12
- CPF - Itancourt 13
- Hermès - Franche-Comté 13
- Equans 13
- Airbus - Toulouse 13
- CPAM - Ille-et-Vilaine 13
- Sonoco - Laon 14
- Société générale 14
- Air France Industries - Orly-Nord 14
- Michelin 15

Agenda

- Fêtes régionales 3
- Meeting à Paris 16

État palestinien : une reconnaissance aux allures d'enterrement

Le 22 septembre à l'ONU, Macron a officiellement reconnu l'existence d'un État palestinien. C'est un geste symbolique car Macron sait qu'il n'a aucun poids sur la politique des dirigeants israéliens et américains, qui s'y opposent. Et il sait que cela n'arrêtera même pas la main du bourreau.

Cette reconnaissance provoque la colère de Netanyahu et l'hostilité de la droite et de l'extrême droite françaises. À l'inverse, elle est soutenue par beaucoup de ceux que la politique meurtrière d'annexion d'Israël révolte.

Mais cette reconnaissance est aussi tardive qu'hypocrite. Il aura fallu au moins 65 000 Gazaouis tués, 163 000 blessés, un génocide et une famine pour que Macron change de discours ! Il reconnaît un État palestinien quand Gaza n'est plus qu'un champ de ruines et que Netanyahu prépare l'annexion totale de la Cisjordanie.

Macron se moque du sort des Palestiniens. En rééquilibrant sa politique et en reprenant la prétendue « politique arabe » de la France, Macron pense à renforcer l'alliance avec l'Arabie saoudite et les Émirats et aux retombées pour les capitalistes français au Liban, en Syrie et ailleurs dans la région. Il pense à Dassault et au groupe de transport maritime CMA CGM. Il agit en dirigeant cynique d'une puissance impérialiste qui fait ses comptes, tout comme ses lointains prédécesseurs qui ont partagé avec les Britanniques cette région stratégique qui regorge de pétrole et qui ont monté les peuples les uns contre les autres.

Même quand il prétend agir par solidarité, Macron dicte ses conditions. En échange de la reconnaissance, Mahmoud Abbas, le président en titre de l'Autorité palestinienne, a dû s'engager à désarmer le Hamas et à l'écarter de toute gouvernance future. Autrement dit, Macron est prêt à reconnaître la Palestine mais, au préalable, les dirigeants palestiniens doivent montrer patte blanche et se soumettre !

Le seul rôle que les dirigeants de l'impérialisme seraient prêts à laisser aux chefs d'un hypothétique État palestinien est celui de gardiens d'une prison à ciel ouvert.

C'est le rôle qu'a joué l'Autorité palestinienne, mise en place lors des accords d'Oslo en 1993 pour endiguer le soulèvement de la jeunesse palestinienne. Cet embryon d'appareil d'État était chargé d'administrer des territoires séparés par des checkpoints et des murs, soumis à l'autorité

militaire d'Israël, dépendants de l'aide internationale. Impuissants, corrompus et chargés de maintenir un ordre injuste, les chefs de l'Autorité palestinienne ne pouvaient que se déconsidérer. Ce discrédit a permis au Hamas de prendre le pouvoir à Gaza.

Pendant quinze ans, le Hamas a, lui aussi, encadré la population, lui faisant accepter les privations, traquant et exécutant ses opposants tout en renforçant son appareil militaire. Financé par des fonds venus du Qatar, avec l'accord d'Israël, le Hamas participait, à sa façon, au maintien de l'ordre impérialiste. En lançant l'attaque du 7 octobre 2023, il a voulu entraver par un coup de force les accords de normalisation entre Israël et les États arabes. À aucun moment, il ne s'est soucié des conséquences prévisibles de cette attaque pour les Gazaouis.

Cela fait désormais presque deux ans que l'État d'Israël mène une guerre d'extermination contre les Palestiniens, une extermination revendiquée par l'extrême droite qui gouverne avec Netanyahu. Le drapeau palestinien est donc brandi par beaucoup comme le drapeau de la solidarité avec les Palestiniens et celui de la contestation de la barbarie impérialiste.

Mais, sur le plan politique, la perspective strictement nationaliste qu'il symbolise est une impasse. L'objectif d'un État national palestinien, même croupion et incapable d'être indépendant économiquement, convient aux dirigeants du Hamas ou de l'OLP. Car, s'ils contestent l'ordre impérialiste, c'est pour s'y faire une place et prospérer, eux aussi, en exploitant les travailleurs, ce qu'ils font déjà. Une telle perspective n'offre que la misère et le chômage aux masses palestiniennes.

La seule véritable émancipation pour les Palestiniens, comme pour tous les opprimés de la planète et les travailleurs exploités que nous sommes, ici, viendra du renversement de l'ordre impérialiste et du capitalisme qui en est le fondement.

Cette perspective-là ne peut s'imaginer sans une vague révolutionnaire qui verrait converger les peuples palestinien, israélien, libanais, jordanien, égyptien... dans le rejet de la politique de leurs dirigeants respectifs. Et alors, tout le monde réaliserait qu'il y a de la place pour que les deux peuples, israélien et palestinien, vivent ensemble, de façon égalitaire et démocratique dans cette région.

Nathalie Arthaud



Dans les ruines de Khan Younes, le 22 septembre.

Syndicats : la satisfaction... d'être reçus à Matignon !

Sortant de leur rendez-vous avec Lecornu, mercredi 24 septembre, les dirigeants syndicaux disent n'avoir « obtenu aucune réponse claire ». Quelle surprise ! Ils proposeront donc une nouvelle journée d'action, le 2 octobre.

Une semaine après celle du 10 septembre, la journée du 18 a été une réussite. Mais au lieu de s'appuyer sur le relatif succès de ces deux journées pour appeler à continuer et élargir la mobilisation, les dirigeants syndicaux ont demandé à être reçus à Matignon. Mais qui peut sérieusement penser que Lecornu va renoncer aux attaques programmées contre les classes populaires sans une mobilisation

massive et déterminée du monde du travail ?

Plutôt que de préparer les travailleurs à cette perspective, les dirigeants syndicaux se sont réjouis d'avoir décroché un rendez-vous avec le nouveau Premier ministre. À leurs yeux, c'était l'essentiel, car ils ont obtenu ce qu'ils recherchent avant tout : être reconnus comme des partenaires sociaux incontournables. C'est dans cet objectif que

les directions syndicales ont concentré leurs appels à se mobiliser sur la date du 18 septembre plutôt que sur celle du 10. Celle-ci s'était imposée comme le premier rendez-vous de ceux qui voulaient s'opposer aux projets de Bayrou annoncés en juillet. Et si la CGT et SUD avaient fini par s'y associer, localement et sans y mettre beaucoup d'énergie, les confédérations s'étaient mises d'accord pour organiser leur propre mobilisation une semaine plus tard : elles voulaient démontrer qu'elles sont capables de mobiliser le jour de leur choix les travailleurs, qu'elles



En-tête syndical de la manifestation du 18 septembre.

considèrent comme leurs troupes, et, tout autant, de canaliser leur colère. Après les 10 et 18 septembre, les directions syndicales ont donc rappelé aux gouvernants que, s'ils veulent imposer leurs mesures aux salariés, elles sont un interlocuteur nécessaire car elles sauront se faire obéir. En même temps, elles ont rappelé aux travailleurs que c'est d'elles et d'elles seules qu'il faut attendre les consignes auxquelles il faudra se plier.

La manœuvre se poursuit donc avec un appel pour le 2 octobre.

Mais bien des travailleurs, justement, sont convaincus qu'il n'y a pas grand-chose à en attendre. Alors, pour se faire craindre du gouvernement et du patronat, ils devront se donner les moyens de se diriger eux-mêmes, en décidant démocratiquement de leurs objectifs de lutte et des moyens de les atteindre.

Claire Dunois

Lecornu : écorner les riches pour écorcher les pauvres ?

Le Premier ministre nouvellement promu Sébastien Lecornu se trouve devant la même feuille de route et les mêmes difficultés que ses prédécesseurs.

Pour conforter les profits des grandes entreprises et les rentes de leurs actionnaires dans cette période troublée, son gouvernement devra réduire la part qui revient aux travailleurs, aux retraités, aux services publics utiles à la population, aux budgets dits sociaux. Il lui faut donc trouver une majorité relative de députés prêts à le soutenir et, surtout, il doit inventer l'enrobage politique pour que la population l'accepte et que chaque parti ministériel puisse dire à ses électeurs qu'il n'a pas trahi son programme.

Les gages promis à la

droite et à l'extrême droite sont connus, à commencer par le maintien de Retailleau au ministère de l'Intérieur et de la xénophobie. Mais Lecornu doit obtenir la non censure d'une partie au moins de la gauche, des députés du PS en particulier, assortie de la bienveillance de quelques directions syndicales. Et il doit faire baisser la pression sociale découlant du contraste flagrant entre les fortunes accumulées par une toute petite minorité et les difficultés croissantes de l'écrasante majorité.

Il n'y a qu'un seul chemin pour donner l'illusion

de la justice, faire payer, si peu que ce soit, les milliardaires. Il faudrait, comme nombre de responsables politiques et d'éditorialistes l'en pressent, que Lecornu ose demander demain quatre milliards aux ultra-riches pour pouvoir extorquer tout de suite quarante milliards à la population travailleuse.

La difficulté pour Lecornu ne vient pas des députés de gauche et des dirigeants syndicaux habitués à se vendre pour pas grand-chose. La difficulté est que le grand patronat ne veut pas céder un centime et le fait savoir à cor et à cri, sur tous les médias, de toutes les façons.

Mais, que les milliardaires se prêtent, volontairement ou pas, à la comédie, que les députés de gauche acceptent ou non de tenir leur partition, que ceux du RN continuent ou pas de jouer à l'opposition responsable qui laisse



faire le gouvernement, que Lecornu parvienne ou non à trouver des comparses, que Macron dissolve ou qu'il démissionne, il s'agira en définitive pour tous ceux-là de trouver le moyen de faire payer les travailleurs.

Paul Galois

Fêtes régionales

Lyon

Samedi 27 septembre à partir de 17 h et dimanche 28 septembre de 11 h 30 à 19 heures
Hall des fêtes de St-Fons
à 15 h 30 dimanche : débat avec Nathalie Arthaud

Bourges

Samedi 27 septembre de 14 h à minuit
aux Rives-d'Auron

Lille

Samedi 4 octobre de 14 h à minuit
Espace Concorde à Villeneuve-d'Ascq
Avec Nathalie Arthaud



Strasbourg

Samedi 4 octobre à partir de 15 h 30
Salle du manège

Rennes

Samedi 4 octobre, de 15 h à minuit
Carrefour 18, 7, rue d'Espagne

Reims

Dimanche 5 octobre de 11 h à 19 h
Salle des Phéniciens à Cormontreuil
à 15 h : débat avec Nathalie Arthaud

Grenoble

Samedi 11 octobre à partir de 14 heures
Salle des fêtes d'Échirolles

Besançon

Samedi 11 octobre à partir de 15 heures
Salle de la Malcombe

Orléans

Samedi 11 octobre de 14 h à minuit
Salle des Bicharderies à Fleury-les-Aubrais

Le Mans

Samedi 18 octobre de 17 h à minuit
Salle Pierre Guédou, impasse Floréal

Tours

Samedi 18 octobre de 14 h 30 à minuit
Salle des fêtes de Saint-Pierre-des-Corps

État palestinien : les calculs de Macron

En reconnaissant l'État palestinien depuis la tribune de l'ONU, Macron, détesté et sans majorité en France, espère apparaître aux yeux du monde comme l'auteur d'un geste historique. Outre que le geste est tardif, il résulte surtout d'un calcul cynique.

Depuis son élection, Macron a montré un soutien appuyé à l'État d'Israël. En 2017, il avait invité Netanyahu aux commémorations de la rafle du Vel d'Hiv, faisant ainsi du Premier ministre israélien un porte-parole de tous les Juifs du monde. Il déclarait même en 2022 : « Jérusalem est la capitale éternelle du peuple juif », alors que Jérusalem-Est,

annexé par Israël, est la capitale revendiquée par les Palestiniens. Depuis les attaques du 7 octobre 2023, Macron a eu des formules radicales pour affirmer son « soutien indéfectible » à Israël jusqu'à proposer de constituer une coalition internationale contre le Hamas. Il a traité d'antisémites tous ceux qui osaient dénoncer les massacres

commis à Gaza par l'armée israélienne et proposé d'assimiler l'antisémitisme à de l'antisémitisme.

Le tournant de Macron, accompagné par les dirigeants britanniques, canadiens et par plusieurs autres dirigeants occidentaux qui se bornaient jusque-là à parler d'une « solution à deux États » tout en refusant de reconnaître un État palestinien, est donc aussi récent que calculé. Cette conversion n'est pas motivée par le sort « des centaines de milliers de Palestiniens accablés par la faim, la souffrance, la peur de mourir » comme Macron l'a affirmé à l'ONU. Elle l'est par les intérêts de l'impérialisme français au Moyen-Orient.

La France et la Grande-Bretagne, vieilles puissances impérialistes qui s'étaient partagé le Moyen-Orient il y a plus d'un siècle avant d'être supplantées par les États-Unis, n'ont cessé de manœuvrer pour conserver des positions, faire des affaires avec tous les États de la région, Israël comme les États arabes. Au gré des périodes et des événements, pour assurer les contrats de Dassault, Total, Bouygues, Alstom, la diplomatie française a oscillé entre des prises de position pro-arabes et pro-israéliennes.

Or, depuis deux ans, la fuite en avant guerrière de Netanyahu et ses ministres d'extrême droite, appuyée

sans condition par les États-Unis, a changé la donne au Moyen-Orient. L'armée israélienne a pu faire sa loi en toute impunité au Liban, en Syrie, en Iran, au Yémen. Elle a même pu bombarder la capitale du Qatar, un pays qui abrite la plus grande base militaire américaine du Moyen-Orient. Les dirigeants américains n'ont ni empêché ces tirs ni même prévenu ceux qui sont en théorie leurs alliés. Sous la direction de Trump, les États-Unis se montrent pour ceux-ci un protecteur de moins en moins fiable.

Dans ces circonstances, les riches monarchies du Golfe, le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, liées aux États-Unis par des affaires et par des accords de défense, et qui étaient toutes prêtes à normaliser leurs relations avec Israël avant l'attaque du 7 octobre 2023, ne peuvent qu'être poussées à élargir leurs alliances. Ainsi, l'Arabie saoudite, après avoir rétabli ses relations avec l'Iran sous le parrainage de la Chine, vient-elle de signer un accord de défense avec le Pakistan. Ses dirigeants s'inquiètent, non pas du sort des Palestiniens, mais du fait qu'Israël impose sa politique à toute la région, compromettant notamment les chances de l'Arabie saoudite de jouer le rôle de puissance dominante du Moyen-Orient.

Les vieilles puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne, s'inquiètent elles aussi de voir leurs possibilités au Moyen-Orient encore affaiblies par la guerre à outrance de Netanyahu et Trump et les changements de rapport de forces qu'elle provoque. En revanche, l'inquiétude des dirigeants saoudiens et des États du Golfe leur offre clairement un créneau.

Bien plus que la recherche d'un « chemin vers la paix » entre Israéliens et Palestiniens, ce sont ces calculs qui sous-tendent le retournement de Macron. La conférence de l'ONU sur la solution à deux États, qui a d'ailleurs été coorganisée avec le prince Mohamed ben Salmane qui dirige l'Arabie saoudite, pourrait faciliter la conclusion de futurs contrats avec les pays de la région.

En bon commerçant qui préserve l'avenir, Macron a aussi cherché, en vain, à présenter aux Israéliens son geste comme la meilleure voie pour assurer leur sécurité : il ne faudrait tout de même pas trop compromettre les affaires possibles de ce côté-là. En attendant, les bombes et les expulsions continuent de frapper les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, sans les convaincre que l'initiative de Macron pourrait les ralentir.

Xavier Lachau



Retailleau agite son drapeau

La décision de certains maires d'arborer le drapeau de la Palestine le 22 septembre, jour où Macron devait la reconnaître solennellement comme un État devant l'assemblée de l'ONU, a déclenché une tempête... dans un verre d'eau.

« L'État, non seulement ne demande pas le pavoiement, mais demande le non-pavoiement », a insisté le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Hugues Moutouh, sans doute à l'adresse de ceux qui auraient pris l'annonce de Macron pour une autorisation, voire l'occasion de manifester leur solidarité avec les Palestiniens massacrés. Mais Retailleau, lui, est aussitôt monté au créneau. Ministre de l'Intérieur, il a voulu interdire purement et simplement toute

initiative dans ce sens, et a demandé aux préfets de faire respecter cette interdiction. Plusieurs dizaines de villes ont passé outre, malgré les menaces des préfets de saisir la justice et d'infliger des amendes aux contrevenants.

N'étant plus que le ministre de l'Intérieur d'un gouvernement démissionnaire, il faut bien que Retailleau essaie de continuer à exister en visant l'électorat réactionnaire. Pour le secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, au

contraire, afficher son soutien à l'initiative prise par les maires récalcitrants était l'occasion de se redonner quelques couleurs de gauche en s'opposant à Retailleau sur cette question. On avait pourtant bien peu entendu jusque-là le PS condamner le massacre des Palestiniens par le gouvernement Netanyahu, et c'est peu dire.

Retailleau a justifié son interdiction au nom du « principe de neutralité des services publics », un principe pour le moins à géométrie variable si l'on en juge par le nombre de drapeaux divers et variés arborés dans les bâtiments officiels en fonction des circonstances. L'affichage des drapeaux

ukrainiens en particulier ne déclenche pas de telles polémiques. Celle du drapeau bleu blanc rouge non plus...

dont il faudra pourtant bien un jour retrancher les deux premières couleurs !

Aline Retesse



Le drapeau palestinien sur la mairie de La Ricamarie, dans la Loire.

Riches : pas vraiment à plaindre

La proposition de taxer un peu les plus riches a suscité une levée de boucliers dans les milieux patronaux, qui ont trouvé de nombreux défenseurs dans les médias.

Mais qui sont ces « ultra-riches » ? Parmi les 500 plus riches Français, on ne trouve aucun joueur de football, aucune rock star ni même aucun politicien. Ne figurent que des propriétaires de banques et de grandes entreprises. Tous les secteurs d'activité sont représentés : le luxe avec bien sûr Bernard Arnault, propriétaire de LVMH ; l'armement avec les Dassault qui possèdent les usines du même nom ;

l'agroalimentaire avec les Besnier propriétaires de Lactalis ; la grande distribution avec le clan Mulliez qui est à la tête d'une liste d'entreprises aussi longue que sa richesse (Auchan, Decathlon, Jules, Midas, Alinea, etc.) ; l'automobile avec la famille Peugeot, parmi les principaux actionnaires du groupe Stellantis...

Leur fortune ne se compte pas en millions mais en dizaines de milliards et

s'élève même à 164 milliards d'euros pour la famille Hermès, la plus riche de France ! Autant dire que les yachts, jets privés et autres villas de luxe ne constituent qu'une goutte d'eau dans l'océan de ce qu'ils possèdent. C'est la propriété de leurs entreprises en France et dans le monde qui est à l'origine de leur fortune. LVMH exploite plus de 150 000 salariés, Stellantis 250 000, Auchan plus de 300 000, etc. Une toute petite partie des richesses créées par les travailleurs leur revient sous forme de salaires, le reste finit dans les coffres-forts de ces milliardaires...

La fortune des 500 plus riches a été multipliée par 14 en trente ans, passant de 80 à 1 100 milliards d'euros ! Pour s'enrichir toujours plus, ils ont augmenté les cadences de travail, gelé voire baissé les salaires, supprimé des postes, fermé des usines, augmenté les prix, etc.

Pour empêcher ces grands patrons de nuire à toute la société, il ne suffira pas de prélever un très faible pourcentage de leur fortune. Il faudra leur ôter la direction des grandes entreprises en les expropriant.

Arnaud Louvet



Aides publiques aux entreprises : qui sont les assistés ?

Après que le Sénat a évalué cet été les aides annuelles de l'État au patronat à plus de 211 milliards, *Le Nouvel Obs* publie à son tour une estimation qui se monte à 271 milliards d'euros.

Ces différences de chiffres n'ont rien d'étonnant car tout est fait pour cacher l'ampleur de ces aides. Elles proviennent aussi de leur multiplicité. Le Sénat en a même dénombré 2 267 ! Celles-ci sont constituées de subventions directes, mais aussi d'exonérations de cotisations sociales sur les salaires, d'allègements d'impôts comme le Crédit impôt recherche (CIR), de prêts gratuits ou à taux préférentiels, etc.

Pour justifier ces cadeaux, les gouvernements utilisent toujours le grossier mensonge selon lequel cela relancerait l'emploi. Mais comme bien sûr ils n'imposent aucune contrepartie aux patrons, ces aides relancent surtout leurs profits.

Ainsi Michelin, qui a touché en 2024 au moins 140 millions de l'État, a fermé dans le même temps ses usines à Cholet et à Vannes, tout en versant 974 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires, plus qu'en 2023 ! Et on pourrait multiplier les exemples à l'infini : Stellantis, Sanofi, LVMH, STMicroelectronics, etc.

Ces cadeaux bénéficient principalement aux plus grands groupes capitalistes. Même quand les petites entreprises arrivent à toucher ces aides, celles-ci finissent en grande partie dans les caisses des plus grandes. Concernant le CICE, un cadeau fiscal créé par le socialiste Hollande en 2012, un rapport de l'organisme

étatique, France Stratégie, a signalé que les petites entreprises « ont transmis une partie du CICE à leurs entreprises clientes ou donneuses d'ordres, en réduisant ou en limitant la hausse des prix des biens et des services ».

Ces cadeaux de l'État aux grands groupes sont aussi vieux que le capitalisme. Mais ces quarante dernières années ils ont fortement augmenté. Les exonérations de cotisations sociales sur les salaires payées par le patronat ont, par exemple, été multipliées par trois en dix ans et dépassent aujourd'hui les 75 milliards d'euros. Les aides de l'État aux entreprises représentent aujourd'hui presque 40 % de son budget. C'est autant d'argent en moins pour l'éducation, la santé, les transports en commun et tous les services utiles à la population.

Arnaud Louvet



Bernard Arnault : il voit du rouge partout

L'un des ultra-riches, Bernard Arnault, à la tête du groupe du luxe LVMH, a réagi vertement à la proposition avancée par l'économiste Gabriel Zucman.

La taxe de 2 % proposée, sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros, – soit 1 800 foyers fiscaux – est pourtant très symbolique.

Arnault avait laissé s'exprimer, en éclaireurs de la bande, les Michel-Édouard Leclerc et autres Patrick Martin du Medef (sans particule). La taxe dite Zucman serait un « épouvantail », pouvant lever « le drapeau de la révolte » et déclencher une « mobilisation de grande ampleur ». Thierry Breton, en bon défenseur de la grande bourgeoisie, mentait carrément sur la carrière universitaire de l'économiste, écarté de l'université de Harvard, aux États-Unis.

Coup de pied de l'âne, la deuxième fortune française (et septième mondiale, d'après le magazine *Forbes*) a déversé le 20 septembre son mépris inquiet dans les colonnes de l'hebdomadaire britannique *Sunday Times*. « On ne comprend pas, dit Bernard Arnault, les positions de Monsieur Zucman si l'on oublie qu'il est d'abord un militant d'extrême gauche. À ce titre, il met au service de son idéologie (qui vise la destruction de l'économie libérale, la

seule qui fonctionne pour le bien de tous) une pseudo-compétence universitaire qui elle-même fait largement débat ». Et d'ajouter que l'économiste montre « une volonté clairement formulée de mettre à terre l'économie française. »

Que le multimilliardaire se rebiffe est assez logique. À la tête d'un patrimoine de 131 milliards d'euros, le propriétaire de Louis Vuitton, Dior, Moët Hennessy, Chanel... qui vient de s'offrir pour 200 millions le petit bijou de l'Hôtel Cap Estel, une presqu'île privée près de Monaco, sans aucun rapport bien sûr avec les 275 millions d'aides publiques reçues par LVMH, ne tient pas à ce que son patrimoine soit taxé – à peine – davantage. Quant à ses revenus personnels, il n'en dit mot.

Il est vrai que, pour ces grandes fortunes, les revenus gagnent à être illico transformés en patrimoine professionnel par le biais commode des holdings familiales, et donc à échapper à l'impôt sur le revenu. Les 200 000 salariés du groupe d'Arnault auxquels il doit son indécente fortune apprécieront.

Viviane Lafont

Des familles en Nord... massif

Parmi les familles les plus riches du pays, celles du Nord et du Pas-de-Calais se trouvent en bonnes places. La famille Mulliez et cousins (groupe Auchan, Decathlon, Norauto...), les Roquette, les Lesaffre, les Despatre (Somfy, Damart), les Gaspard (Lyreco), les Holder (Boulangeries Paul),

les Klabo (OVH), et bien sûr la famille Arnault (Louis Vuitton, Dior...). À eux seuls, tous ceux-là cumulent 167 milliards d'euros de patrimoine professionnel !

Les responsables de la dette et des conditions de vie qui se dégradent ne sont pas si loin !

Correspondant LO

Pouvoir d'achat : toujours plombé

« En 2025, les salaires réels n'auront récupéré que trois quarts du terrain perdu, en 2022 et 2023 », quand la hausse des prix battait son plein, relève l'Insee cité par le journal *Les Échos* du 19 septembre.

« En vingt-cinq ans, il n'y a jamais eu une période aussi longue, où le pouvoir d'achat du salaire a baissé. En 2024, il n'avait toujours pas retrouvé son niveau de 2021. », ajoute l'Insee. Cette constatation d'un institut de statistiques est faite depuis longtemps dans les classes populaires. « Les salaires, cela ne va pas », voilà ce qu'on entendait dans les rangs des manifestants

les 10 et 18 septembre. De plus en plus de retraités ou de travailleurs touchant une allocation d'adulte handicapé, par exemple, doivent chercher des petits boulots pour survivre. De plus en plus de salariés sont payés au smic, c'est-à-dire 1 426 euros net par mois. Même en travaillant à deux, les fins de mois sont difficiles pour une famille qui a des enfants surtout

si un d'entre eux part faire des études.

Avoir un emploi et un salaire ne protège pas des fins de mois difficiles voire de la misère. Les prix, ceux des fruits et légumes, de l'énergie, des assurances, continuent en effet de grimper. Le loyer grève tout particulièrement le budget. Même pour un travailleur qui habite dans un logement dit social, celui-ci est élevé, et surtout il augmente d'année en année. C'est ainsi qu'une AESH qui gagne 900 euros peut devoir payer un loyer dépassant 1 000 euros, l'obligeant à travailler en plus comme femme de ménage. « J'ai un travail, mais je n'y arrive plus », nombre de travailleurs dénoncent cette situation. Mais celle-ci est encore pire quand on perd son travail.

Nombreux sont les travailleurs qui disent : les salaires devraient augmenter de sommes de l'ordre de 300, 400, 500 euros. Un salaire net de 2 000 euros devrait être un minimum. De plus, les salaires devraient suivre la hausse des prix, celle que chacun constate au supermarché ou à la pompe à essence. Il est temps de l'imposer.

Aline Retesse



Fin du SNU : service militaire au volontariat ?

Lecornu vient d'annoncer presque en catimini la fin du Service national universel, dont le dispositif ne sera pas renouvelé en 2026.

Créé en 2019, le SNU devait toucher les jeunes de 15 à 17 ans pour leur faire partager, selon Macron qui en était l'initiateur, « un moment de cohésion visant à impliquer la jeunesse française dans la vie de la Nation » et à « favoriser un sentiment d'unité nationale ». Le lever du drapeau, l'encadrement pendant plusieurs journées par des militaires visaient à embrigader la jeunesse pour la préparer à une nouvelle guerre.

Au tout début, le SNU ne concernait que les volontaires mais très rapidement, le gouvernement a voulu le rendre obligatoire et a incité les lycéens des classes de seconde à remplacer leur stage de fin d'année par le SNU. Attal, alors Premier ministre, avait annoncé en 2024 sa généralisation pour 2026. Mais le coût de ce

dispositif payé par l'Éducation nationale se montait à 2 300 euros par jeune, et cela alors que l'école manque d'argent. De plus, le SNU n'avait pas du tout rencontré l'engouement escompté auprès des jeunes qui l'ont largement boudé.

Les militaires eux-mêmes n'étaient pas du tout convaincus de l'utilité de cette formule pour recruter de la chair à canon. Le chômage, la dégradation des conditions de vie dans les milieux populaires poussent de toute façon de nombreux jeunes à s'enrôler.

Le SNU a donc été entermé. À la place, Lecornu a évoqué la mise en place « un service militaire rénové » qui se ferait au volontariat, afin de montrer qu'il n'a pas renoncé à mettre le kaki au goût du jour.

Aline Urbain

Télévisions : il faut voir comme on nous parle

La présidente de France Télévisions, Delphine Ernotte, défend le service public face aux médias privés avec pour argument principal, en substance, qu'en cas de guerre, l'État aura bien besoin d'une télévision aux ordres ! Voilà qui promet.

Dans son interview au journal *Le Monde*, Ernotte dénonce les chaînes du groupe du milliardaire Bolloré et dit à propos de la chaîne CNews : « Qu'ils assument d'être une chaîne d'extrême droite ! » Et il suffit de regarder cette chaîne, ne serait-ce que quelques minutes dans la journée, pour se dire que, sur ce point, elle n'a pas tort.

Cependant, ses explications pour réclamer des crédits au gouvernement valent le détour. Ainsi, ex-

plique-t-elle : « Lorsque je discute avec mes collègues européens, les seuls qui comprennent vraiment la situation sont la Suède et l'Ukraine. Volodymyr Zelensky, qui manque de tout, n'a pas coupé les crédits de l'audiovisuel public. En Suède, c'est le chef d'état-major lui-même qui s'est élevé publiquement, dans une tribune, pour qu'on ne s'attaque pas aux crédits de l'audiovisuel public. [...] Que se passe-t-il demain s'il y a la guerre en Europe ? Qui va défendre la position française ? »

Entre la télévision qui donne la parole à l'extrême droite et celle qui rêve de faire parler les militaires, voilà la population bien encadrée !

Pierre Royan



Assurances : pour les profits, ils assurent !

Selon une étude publiée le 19 septembre par le cabinet Facts & Figures, spécialisé dans le secteur de l'assurance, l'ensemble des contrats devraient connaître une forte augmentation en 2026.

En 2026, le prix payé par les assurés devrait augmenter en moyenne de 4 % à 5 % pour l'automobile et de 4 % à 6 % pour l'assurance habitation multirisque. Une augmentation bien supérieure à l'évolution des salaires et qui s'ajoute à toutes les autres.

Ces hausses de prix sont d'autant plus insupportables qu'elles s'ajoutent à celles des années précédentes. En 2024, les tarifs de l'assurance automobile ont augmenté en moyenne

de 5,5 % et ceux de l'habitation de 6,6 %. En 2025, l'assurance automobile a connu une nouvelle hausse, en moyenne de 5 %, et de près de 11 % pour l'assurance habitation.

Que l'on soit assuré par AXA, Groupama ou Covea (MMA, GMF et Maaf), les justifications des hausses de tarifs sont toujours les mêmes : les intempéries et catastrophes naturelles se sont multipliées et les prix des pièces détachées ont augmenté...

En résumé, les sociétés d'assurance se plaignent de devoir faire leur métier, consistant à rembourser au moins une partie des frais occasionnés par ces sinistres et ces accidents. C'est tout de même cela qui est censé justifier les cotisations dont les assurés s'acquittent.

Ces groupes d'assurance ont largement les moyens de payer. Ainsi, tandis que les tarifs pour les assurés augmentaient en 2024, le groupe AXA, pour ne parler que de lui, annonçait cette même année un bénéfice de 8,1 milliards d'euros, en hausse de 7 % par rapport à 2023.

Joséphine Sina

CMA CGM : milliardaire à la tonne

Le 17 septembre, Rodolphe Saadé, propriétaire et dirigeant de CMA CGM, troisième armateur au monde pour le trafic de conteneurs, a été auditionné par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.

Pour la septième fois, des élus ont demandé à l'armateur milliardaire de s'expliquer sur le décalage énorme entre les subventions, aides, cadeaux, aménagements divers offerts par l'État et les collectivités à CMA CGM et le peu de profit qu'en tire « le pays ». La question n'est pas nouvelle, elle est revenue dans l'actualité les 10 et 18 septembre, lorsque des

manifestants se sont dirigés vers la tour de CMA CGM à Marseille pour la poser directement.

Par exemple, la taxation au tonnage, cet impôt particulier remplaçant pour les armateurs l'impôt sur les sociétés, s'est traduite en 2023 par un dégrèvement d'impôt de plus de cinq milliards d'euros pour la compagnie. Ayant réalisé cette année-là

plus de vingt milliards d'euros de bénéfices, elle n'avait payé que 180 millions d'impôts ! Mais, dit l'armateur, cette taxe est commune à tous les pays du monde, la supprimer en France reviendrait à l'affaiblir devant la concurrence...

Un autre cadeau, dont le prix est certainement énorme quoique très difficile à évaluer, est la mobilisation de la marine nationale pour escorter les navires de CMA CGM sur la route de Suez, où plane la menace des drones et missiles venus du Yémen. Cette

protection épargne aux bateaux de la ligne Asie-Europe le détour par le cap de Bonne espérance, soit des milliers de kilomètres, des tonnes de fioul, des jours de voyage, les salaires des équipages, les pénalités de retard exigées par les affréteurs. Interrogé sur ses intentions, Saadé a bien voulu consentir à envisager une participation de sa part, si la situation perdure.

Mais après s'être ainsi expliqué, ou plutôt défaussé, l'armateur a présenté ses demandes. D'abord, bien qu'ayant promis pour 2050 une décarbonation de sa flotte faite d'au moins 600 navires, dont quelques dizaines de géants des mers, il se demande comment y arriver, façon verte et polie d'exiger de nouvelles subventions. D'autant que d'après Saadé, dans la bataille mondiale pour la propriété des ports, « la France reste trop souvent spectatrice ». Selon l'armateur, deux groupes, l'un soutenu par les États-Unis et l'autre par la Chine, sont en train de se partager les installations portuaires autour du monde et lui, modeste armateur marseillais, n'a pas la puissance financière

nécessaire pour se mêler à la bataille. « Une société qui contrôle autant de terminaux, cela fait froid dans le dos », conclut-il.

La presse rend pourtant compte de la liste de navires, d'installations portuaires, de lignes de chemins de fer, d'entrepôts logistiques, de flottes de camions et d'avions-cargos, de journaux, radios et télévisions, etc. de la galaxie CMA CGM. On y apprend en outre, le 22 septembre, que la compagnie a acheté une des principales entreprises ferroviaires britanniques, soit 78 locomotives et 2 000 wagons, devenant ainsi le premier transporteur de conteneurs au départ, à l'arrivée et à l'intérieur du Royaume-Uni.

Reste la question posée par les députés : en quoi l'activité de CMA CGM est-elle profitable « au pays » ? Eh bien, grâce au soutien inconditionnel et permanent des pouvoirs publics, l'activité de la compagnie a permis de porter la fortune personnelle de Rodolphe Saadé à près de huit milliards d'euros en 2025. De quoi rendre « le pays » fier de ses milliardaires !

Paul Galois



Éleveurs de porcs : les dindons de la farce ?

Depuis octobre 2024, l'Union européenne taxe les importations de voitures électriques chinoises à 35 %. L'État chinois vient d'annoncer, en réponse, une taxe à partir du 10 septembre allant jusqu'à 60 % sur les importations de porc venu de l'UE.

En France, les industriels du porc ont annoncé dans la foulée que les prix qu'ils paieront aux agriculteurs risquaient de baisser.

L'UE avait mis en place cette taxe sur les voitures électriques en dénonçant les « subventions chinoises considérées comme déloyales ». Le gouvernement chinois, en retour, dénonce le fait que son industrie « a subi un préjudice important » du fait du « dumping » pratiqué par l'UE sur le porc. Autant d'arguments qui, de part et d'autre, ne manquent pas de piquant.

En France, l'organisme professionnel Inaporc s'est empressé de dénoncer ces nouvelles taxes qui

pourraient, d'après lui, faire perdre à la filière porcine française 500 millions d'euros. Cette association prétend représenter les intérêts de toutes les professions concernées, du producteur de porcs au boucher de quartier en passant par les abattoirs et la grande distribution. Mais quand elle dit défendre les intérêts de la « filière porcine », il faut comprendre la défense des intérêts des capitalistes de la production, de l'abattage, de la transformation et de la grande distribution.

Le président d'Inaporc, Philippe Bizien, est lui-même un véritable capitaliste de l'agriculture : à

la tête d'un des plus gros élevages de Bretagne avec 750 truies, il dirige une entreprise construisant des unités de méthanisation, pour la transformation des déchets en gaz, et il est président d'un groupement d'éleveurs. Comme le président de la FNSEA Arnaud Rousseau, c'est un capitaliste déguisé en agriculteur qui prétend défendre les intérêts des producteurs.

Par la voix d'Inaporc, les industriels annoncent donc d'ores et déjà un risque de baisse du prix payé aux éleveurs du fait qu'il y aurait trop de porcs sur le marché européen. C'est une occasion de plus pour réclamer des aides du gouvernement et de l'Europe.

La Chine, qui est le premier consommateur et importateur mondial de porc, avait connu en 2018 une



épidémie de peste porcine africaine, entraînant une baisse de la production de 25 %. Des groupes comme la Cooperl, le premier abattoir français de porcs, se sont alors engouffrés dans la brèche pour lui vendre animaux, génétique, aliments, conseils, etc. Mais depuis trois ans, la Chine a reconstitué son cheptel de truies et ses importations de porc ont diminué. Elle importe désormais, essentiellement, ce qui est considéré comme des bas morceaux en Europe : pieds et oreilles.

La Cooperl et les autres abattoirs ont régulièrement invoqué les fluctuations des exportations vers la Chine, ou bien la concurrence allemande, pour justifier les baisses du prix payé aux producteurs ou les bas salaires des ouvriers des abattoirs. Mais ce ne doit être ni aux petits producteurs ni aux salariés de faire les frais de décisions sur lesquelles ils n'ont aucune prise, ou des aléas d'une économie qui fonctionne pour les plus riches.

Sébastien Janais

Cisjordanie : de la colonisation à l'annexion ?

Netanyahou a réagi dès le lendemain à la reconnaissance théâtrale de l'État de Palestine par Macron et d'autres dirigeants occidentaux. Il les a accusés d'offrir « une récompense énorme au terrorisme ». Et d'ajouter : « Cela n'arrivera pas. Aucun État palestinien ne verra le jour à l'ouest du Jourdain. »

Le ministre d'extrême droite de la Sécurité nationale, Ben Gvir, a aussitôt réclamé l'annexion immédiate de la Cisjordanie. Son collègue des Finances, Smotrich, a approuvé : « La seule réponse à cette démarche anti-israélienne est l'annexion des terres de la patrie du peuple juif en Judée-Samarie [le nom biblique que les partisans de la colonisation utilisent pour

désigner la Cisjordanie] et l'abandon définitif de l'idée absurde d'un État palestinien. »

Ces discours des représentants de l'extrême droite qui impriment leur politique au sein du gouvernement israélien n'ont rien de nouveau. Au prétexte « d'éradiquer le Hamas », justification officielle des bombardements incessants et des massacres commis à Gaza depuis près



Colonie israélienne de Neve Yaakov à Jérusalem-Est, derrière le mur qui isole la population palestinienne.

de deux ans, ils ont été répétés régulièrement. Après le cessez-le-feu de mi-janvier 2025, l'intensification des opérations militaires en Cisjordanie, et donc de la colonisation, faisait partie des buts de guerre énoncés par l'état-major. La rupture de ce cessez-le-feu, décidée par

Netanyahou en mars, a vu doubler les appels à l'implantation de nouvelles colonies, en même temps que l'armée israélienne couvrait de plus belle les exactions et attaques des colons contre les villages palestiniens, chassés de leurs terres et se défendant au prix de leur vie.

La Cisjordanie est occupée par Israël depuis la guerre des Six Jours en 1967. Environ 3,2 millions de Palestiniens y vivent et, désormais, un demi-million d'Israéliens juifs installés dans plus de 130 colonies reconnues et même encouragées par les gouvernements israéliens successifs. Les accords d'Oslo de 1993 et 1995 ont bien été suivis de la mise en place d'une Autorité palestinienne, censée diriger les affaires de la population de Cisjordanie et Gaza, mais les dirigeants

politiques d'Israël ont tout fait pour lui ôter tout pouvoir réel.

Israël va-t-il finalement annexer la Cisjordanie et Gaza ? S'il ne l'a pas fait jusqu'à présent, c'est bien qu'il y a un obstacle : l'existence d'une population arabe qui, au sein d'un État unifié, serait aussi nombreuse que la population juive et donc pourrait peser, à moins d'instaurer officiellement un système d'apartheid.

L'extrême droite israélienne est donc tentée de trouver une « solution finale » au problème posé par les Palestiniens, en les exterminant ou au moins en les expulsant. Mais voilà : depuis près de 80 ans, ceux-ci refusent obstinément de disparaître. Toutes les proclamations de Netanyahou n'y peuvent rien.

Viviane Lafont

Espagne : Gaza s'invite à la Vuelta

La Vuelta, le tour cycliste d'Espagne, a été rattrapée par la contestation contre les massacres à Gaza. Dès le 27 août à Figueres, elle a été le théâtre de manifestations contre la participation d'une équipe israélienne et contre le génocide en Palestine.

L'exemple a été suivi dans toutes les villes et villages du parcours. Dans certains cas, les manifestants ont pu envahir le circuit et à venir au contact des coureurs.

Le tracé a été modifié plusieurs fois et même certaines arrivées d'étapes ont même été annulées. Les organisateurs redoutaient une grande manifestation à l'arrivée à Madrid le 14 septembre et ce fut le cas. Ce jour-là, cent mille manifestants (selon des sources gouvernementales), répartis le long du parcours, ont renversé les barrières et occupé les rues.

Beaucoup ont voulu ainsi

exprimer leur colère face au massacre en cours. La droite à la tête de la mairie de Madrid, de son côté, a crié au scandale parce que ces manifestations auraient « abîmé la marque Espagne ». De l'autre, les socialistes au gouvernement ont hypocritement soutenu la manifestation, comme s'ils étaient étrangers au déploiement hors norme de la police et aux charges qui ont eu lieu. Le Premier ministre Pedro Sánchez a déclaré sans honte qu'il était « fier et admiratif » de ceux qui étaient descendus dans la rue pour manifester. Cette posture, adoptée par calcul politique, s'ajoute

à des déclarations déjà faites pour se vanter d'une prétendue lutte contre le gouvernement génocidaire d'Israël. Mais les mesures prises par le gouvernement espagnol, comme la reconnaissance de la Palestine, la menace de se retirer de l'Eurovision et la fin de quelques contrats d'armement, sont restées symboliques. Il suffit de comparer aux dizaines de sanctions commerciales prises contre la Russie pour voir que l'Espagne, comme les autres pays européens, reste au fond alliée d'Israël.

L'État espagnol est en fait solidement ancré dans le camp impérialiste. L'Espagne compte sur son territoire plusieurs bases de l'OTAN, dont la dernière a été concédée par Sanchez en 2024 dans les Baléares, qui servent régulièrement de point d'appui pour des opérations au Moyen-Orient.

L'Espagne fait pleinement partie des pays impérialistes qui mettent en coupe réglée le Moyen-Orient, même si elle n'est qu'un second couteau. Rompre véritablement les relations avec Israël impliquerait de mettre fin à nombre de relations commerciales des capitalistes des pays impérialistes, impliqués jusqu'au cou dans le commerce de la guerre. Malgré ses postures, on ne peut attendre cela d'un Sanchez.

Nuria Flores



La manifestation qui a arrêté la Vuelta.

Aide humanitaire : sacrifiée par les grandes puissances

L'ONU vient d'annoncer un plan de licenciements de 2 700 personnes, la délocalisation de bureaux de New York et Genève vers Nairobi et la réduction drastique de l'aide humanitaire, qui va passer de 44 à 29 milliards pour l'année prochaine.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Trump, les États-Unis, qui contribuent à hauteur de 22 % au budget de l'ONU, n'ont plus versé un centime. Quant aux autres grandes puissances, elles paient peu ou au compte-goutte.

Ce sont les missions humanitaires qui sont le plus fortement touchées. D'ores et déjà, en Afghanistan,

400 centres de soins ont fermé ; au Bangladesh, la lutte contre la tuberculose s'arrête ; le programme alimentaire mondial voit, lui, ses financements chuter de 40 %. Ce sont les plus vulnérables qui vont en faire les frais.

Les grandes puissances de ce monde, responsables de la misère et du sous-développement, ne se donnent plus la peine de faire quelques gestes pour « aider » les plus pauvres. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, Trump ne fait qu'afficher son cynisme plus ouvertement que les autres dirigeants occidentaux.

Aline Urbain

Russie-OTAN : une tension alimentée

Après les drones russes survolant la Pologne et la Roumanie, des avions de l'OTAN ont intercepté des Mig russes qui auraient pénétré l'espace aérien de l'Estonie. Et lundi 22 septembre, le trafic de l'aéroport de Copenhague s'est retrouvé bloqué par des drones d'origine inconnue, mais aussitôt suspectés d'être russes.

Le lendemain à Bruxelles, l'état-major de l'OTAN a déclaré : « La Russie porte l'entière responsabilité [des] agissements [des dernières semaines], qui sont de nature à conduire à une escalade, risquent de conduire à une erreur d'appréciation et mettent des vies en danger. Tout cela doit cesser. »

Accuser la partie adverse d'être seule responsable de l'escalade guerrière est un grand classique de ce genre de situation. Et cela ne date pas d'hier, les dirigeants de l'Union européenne (UE) n'en finissent plus de pointer la Russie comme la menaçant, voire se préparant à lui faire la guerre.

Quant aux médias, jamais en reste, ils se mettent en quatre pour alimenter ce qui a tout d'une campagne destinée à persuader les opinions publiques ouest-européennes que la guerre est à leur porte et que la menace vient de l'Est. Ainsi, LCI faisait semblant de se demander mi-août : « La Russie bientôt en guerre contre l'Europe ? » La même chaîne avait titré le 25 juillet : « La Russie se prépare à une guerre à grande échelle » et, deux semaines plus tôt : « Face à la menace russe, l'Europe à l'épreuve ». En janvier, elle avait même

avancé une date d'entrée en guerre : « Une attaque russe est-elle possible en 2028 ? » Et l'on pourrait multiplier les exemples.

La mise en condition des peuples ne date donc pas de ces jours-ci. Mais elle s'est intensifiée. Cela se voit dans la population, dont l'inquiétude face au spectre de la guerre grandit à juste titre. Mais on ne lui livre que des informations déformées de façon systématique afin de présenter « ceux d'en face » comme le seul agresseur et le camp occidental comme exempt de toute volonté belliqueuse.

Le fait que l'UE est devenue le premier fournisseur d'armes de l'Ukraine a certes été signalé cet été, mais en passant. Et sans insister sur le fait que cette politique délibérée, réfléchie des États européens ne peut être interprétée par Moscou que comme une menace accrue.

Cela vaut aussi pour la toute récente réunion à Paris de la « coalition des volontaires », 26 pays essentiellement européens qui s'engagent à soutenir l'Ukraine militairement, donc contre la Russie, « sur terre, sur mer et dans les airs » pour la suite des négociations dites de paix entre Kiev et Moscou. Qu'est-ce donc là sinon une



La coalition des volontaires, le 10 mai à Kiev.

menace ouverte de 26 pays adressée à la seule Russie ? Et parmi ces 26 pays on trouve non seulement deux puissances nucléaires, la France et la Grande-Bretagne, mais des États dont les budgets militaires cumulés pour les seuls trois principaux, les deux mentionnés plus l'Allemagne, atteignent 235 milliards de dollars annuels. C'est bien plus que le budget militaire russe, 149 milliards, même s'il a doublé depuis le début du conflit en Ukraine. Et cette disproportion en faveur de l'Occident impérialiste est encore plus énorme si l'on ajoute le budget militaire de l'Ukraine (64,7 milliards de dollars) et, surtout, celui du pilier de l'OTAN, les États-Unis, qui, avec presque un milliard de milliards de dollars de dépenses militaires en 2024 distance de très loin tous les autres, Chine comprise !

Depuis son retour à la Maison-Blanche, Trump se pose en faiseur de paix en Ukraine. Mais cela ne l'empêche pas de saisir toutes les occasions d'alimenter ses industries d'armement, ce qui pousse à l'intensification de la guerre sur le terrain et

contre les populations.

Cet été, Trump a ainsi « offert » aux puissances européennes d'acheter pour 100 milliards de dollars d'armes aux États-Unis afin de les fournir à l'Ukraine. Il vient de récidiver en déclarant à l'ONU que les États-Unis étaient « prêts à protéger la Pologne » militairement. Dans une de ces volte-face dont il est coutumier, il a même affirmé à l'ONU, le 23 septembre que finalement l'Ukraine pouvait très bien gagner la guerre contre la Russie et que, après tout, autant régler le problème des avions russes intrus en les abattant. Et de souligner à l'intention de futurs clients de son industrie d'armement, qu'ils auraient tout intérêt à se tourner vers Washington, bien plus fiable que Paris, Berlin ou Londres, malgré les postures va-t'en-guerre des Macron, Merz, Starmer, etc.

Comme quoi une guerre (ouverte) peut en cacher, bien mal, une autre (pour l'heure seulement commerciale et économique). Cela concourt à l'escalade guerrière en Ukraine comme à la militarisation accélérée

des États, de leurs budgets, de leurs opinions. Car les représentants politiques des différentes bourgeoisies cherchent à mettre en condition les classes populaires dont ils veulent, avant de les transformer en chair à canon, qu'elles acceptent toujours plus de sacrifices pour se préparer à la guerre. Et pour justifier l'explosion des dépenses militaires au détriment des dépenses sociales, il faut avoir un ennemi à désigner. C'est donc la Russie un jour, la Chine un autre, quitte à travestir la réalité pour en faire des épouvantails crédibles.

En 2003, les gouvernants occidentaux avaient sciemment menti durant des mois en prétendant que l'armée de Saddam Hussein, le dictateur irakien, disposait d'armes de destruction massive. On n'en a jamais retrouvé la trace, et pour cause. Mais cela servit à justifier aux yeux du monde une croisade militaire de l'Occident contre l'Irak.

Vingt ans plus tard, dirigeants et possédants resservent le même scénario. Mais cette fois à l'échelle de la planète.

Pierre Laffitte

UE : s'armer sans compter

Mardi 2 septembre, l'Agence européenne de défense a annoncé ses prévisions pour l'année 2025 : 381 milliards d'euros de dépenses militaires. Un chiffre record, en hausse de 19 % par rapport à 2023.

Le budget militaire de l'UE augmente de manière continue depuis dix ans mais le rythme s'est accéléré avec la guerre en Ukraine : il est passé de 343 milliards en 2024 à 381 milliards en 2025, et l'objectif serait d'atteindre 630 milliards, soit 3,5 % du PIB européen. Mais l'Agence se lamente : ces dépenses militaires sont freinées par

la concurrence entre industriels. C'est ainsi qu'un projet franco-allemand d'avion militaire traîne au fond des cartons depuis des années, Dassault s'opposant aux filiales allemandes et espagnoles d'Airbus. En outre, la concurrence entre États au sein même de l'Union européenne aboutit à des achats séparés de matériel, chacun



commandant à ses marchands de canons nationaux ou aux géants américains de l'armement.

Cependant, même empê-

trés dans les contradictions de leur propre système, tous les gouvernements mènent d'ores et déjà la guerre aux travailleurs, en leur faisant

supporter les frais de cette « défense », qui est avant tout celle des coffres-forts des industriels de l'armement.

C. P.

États-Unis : Trump relance la chasse aux sorcières

La cérémonie d'hommage au militant d'extrême droite assassiné, Charlie Kirk, a réuni le 21 septembre en Arizona des dizaines de milliers membres de la mouvance trumpiste, venus de tout le pays, autour de leur président et d'autres membres du gouvernement américain.

En y déclarant : « *Je déteste mes opposants* », Trump a continué à profiter de l'occasion pour appeler à une véritable chasse aux sorcières, qui a d'ailleurs commencé dès sa venue au pouvoir en janvier. Avant même que l'assassin de Kirk soit identifié, Trump avait accusé les « *fous d'extrême gauche* », ajoutant qu'il « *fallait les frapper* ». Le lendemain de la cérémonie, le président a ordonné que la mouvance antifasciste soit traitée comme une organisation terroriste et

que quiconque lui apporte un soutien soit poursuivi pénalement.

C'est donc le sommet de l'État qui menace des millions de personnes opposées à Trump. Il suffit de pas grand-chose pour devenir une cible : Trump a souvent décrit les démocrates eux-mêmes comme des « *fous d'extrême gauche* ».

À cet égard, depuis des mois, des hauts fonctionnaires ont été licenciés. Des étudiants d'universités prestigieuses ont vu leur diplôme annulé pour avoir participé à des

manifestations. Trump a aussi fait pression pour que des chaînes de télévision le débarrassent d'animateurs vedettes qui se moquaient de lui.

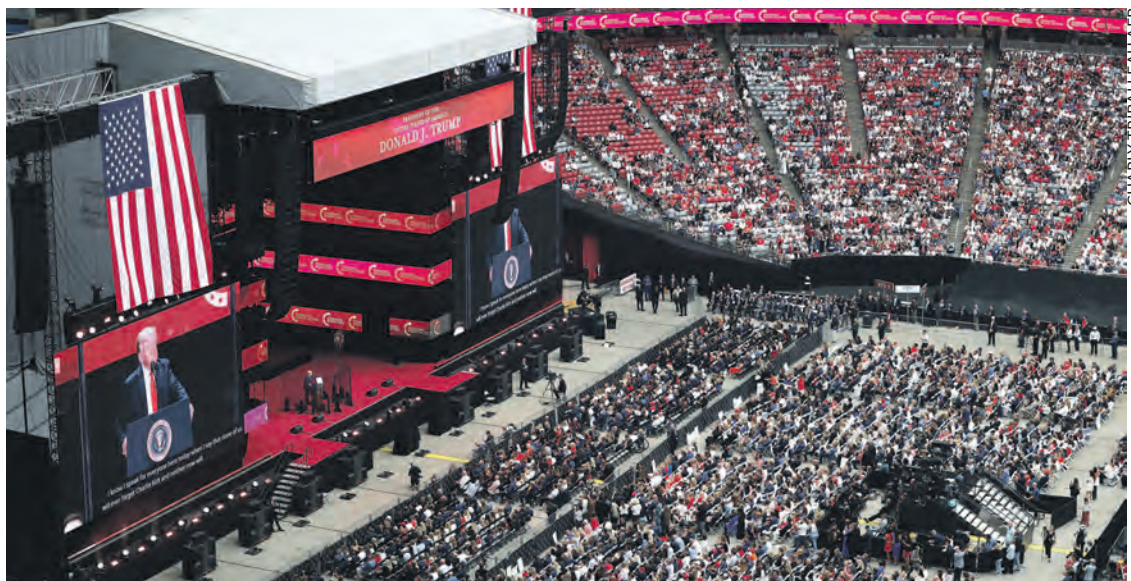
Un climat de peur a été instauré ouvertement, qui à présent est ressenti à tous les échelons. De petites brutes essaient d'impressionner des commerçants pour qu'ils affichent dans leur boutique des hommages à Kirk. Des enseignants perdent leur travail pour un simple message anti-Trump

sur les réseaux sociaux. Des employés sont licenciés par des patrons réactionnaires pour avoir plaisanté avec des collègues ou des clients aux dépens du président. Ces jours-ci, des militants d'extrême droite se font une spécialité de dénoncer auprès de leurs employeurs des salariés qui ont exprimé leur hostilité aux idées racistes de feu Charlie Kirk. Ils espèrent que la dictature patronale leur fera perdre leur travail.

Derrière une façade

d'élections plus ou moins démocratiques, l'appareil d'État américain a certes une longue tradition de répression des opposants. Mais la présidence de Trump ne fait pas que s'y inscrire. Elle marque un tournant de plus en plus autoritaire, menaçant les migrants et toute personne suspecte d'exprimer des idées un peu progressistes, méprisant de plus en plus les quelques barrières légales qu'offraient les institutions.

Lucien Déroit



Le meeting de Trump à Phoenix, le 21 septembre.

Brésil : Bolsonaro condamné

Le 11 septembre, l'ancien président du Brésil Jair Bolsonaro a été condamné à 27 ans de prison pour avoir tenté un coup d'État après sa défaite électorale face à Lula. Six autres prévenus, anciens chefs militaires pour l'essentiel, sont également condamnés à des peines plus ou moins lourdes.

Une semaine après l'investiture de Lula, le 8 janvier 2023, Bolsonaro, prétextant que l'élection était truquée, a encouragé ses partisans à saccager le Congrès, la Cour suprême et la présidence de la République. Il a été mis en accusation pour tentative de coup d'État, et les juges chargés du dossier ayant estimé qu'il y avait un fort risque qu'il fuie (sans doute vers les États-Unis), ils ont décidé de le bloquer au Brésil avec l'interdiction de rencontrer

la presse. Au mois d'août, il a même été assigné à résidence car il semblait avoir un plan pour rejoindre l'Argentine, aidé par le président argentin d'extrême droite, Milei. Les juges ont établi des preuves de l'existence de plans de coup d'État de Bolsonaro avec des membres de l'état-major de l'armée, agrémentés d'un projet d'exécution de Lula et d'autres dirigeants de l'État.

Bolsonaro et ses coaccusés ne sont pas encore en prison. Tous leurs recours

ne sont pas épuisés. De plus, un classique au Brésil est qu'en de telles circonstances une loi d'amnistie soit émise par le Parlement pour faire table rase de telles condamnations. Sans compter que les élections présidentielles de 2026 pourraient voir arriver un nouveau président qui gracierait Bolsonaro et ses pairs.

Pour l'heure, la société brésilienne est agitée par le sujet. Des manifestations de soutien aux deux camps ont eu lieu, les plus nombreuses en soutien à Bolsonaro, notamment celle du 7 septembre, jour de célébration de l'indépendance du Brésil, qui a rassemblé des dizaines de milliers de manifestants dans les principales villes.

L'intervention de Trump, en revanche, est ressentie par les deux camps comme une ingérence dans les affaires intérieures du Brésil. Car le président américain s'est solidarisé avec Bolsonaro, dénonçant « *une chasse aux sorcières* ». Depuis début août, il a augmenté de 50 % les droits de douane sur certains produits brésiliens. Même la droite brésilienne, pour tant soutien de Bolsonaro, a

condamné ce comportement et la popularité du président Lula en a été renforcée. Celui-ci a pris un ton menaçant et promis des représailles si Trump continue ses pressions, tout en disant avoir l'espoir de négocier. Les taxes annoncées par Trump sont un coup pour l'économie brésilienne du fait de ses exportations de café ou de viande vers les États-Unis, et même si celles de pétrole, de jus d'orange et d'avions Embraer sont épargnées.

Les dirigeants des États-Unis continuent de considérer le reste de l'Amérique comme leur chasse gardée. Non seulement la grande bourgeoisie nord-américaine l'a surexploitée, mais elle a bénéficié de l'intervention politique, et souvent militaire, de son gouvernement dans les pays d'Amérique latine pour faire prévaloir ses intérêts. Nombre de coups d'État militaires ont été fomentés par la CIA et ont rythmé l'histoire de ces pays, quand ce n'étaient pas des interventions militaires directes.

Depuis les années 1990, une vague de « *démocratisation* », au moins de façade, s'était répandue sur le

continent américain. Mais les propos de Trump à l'égard des autorités du Brésil, le plus grand pays et le plus peuplé d'Amérique après les États-Unis, viennent rappeler que ceux-ci ont bien l'intention de continuer à imposer leur dictat à l'ensemble du continent ! Et la présence d'une armada américaine visant le Venezuela dans la mer des Caraïbes va dans le même sens.

Si l'on doit retenir une leçon de l'histoire, c'est que les dirigeants politiques, fussent-ils de gauche comme Lula au Brésil, sont un bien faible rempart contre les agissements de l'impérialisme américain. En 1964, un coup d'État militaire avait chassé le président brésilien, Joao Goulart. Goulart n'avait alors rien fait pour combattre sérieusement les militaires, qui avaient pu instaurer avec le soutien des États-Unis une dictature qui a duré jusqu'en 1985.

Si de telles velléités d'intervention se développent chez les dirigeants américains, les travailleurs du Brésil et d'Amérique latine en général devront d'abord compter sur leurs propres forces pour s'y opposer.

Jacques Lequai



Attaque du Congrès national du Brésil par les partisans de Bolsonaro en 2023.

Avion de combat : qui va gagner des milliards ?

Le gouvernement allemand vient d'annoncer qu'il envisageait de se désengager du projet en cours avec la France pour un avion de combat qui remplacerait à la fois le Rafale français et le Starfighter américain utilisé par l'armée allemande.

Un accord de défense aérienne entre les deux États avait été signé en 2017, donnant alors naissance au programme SCAF (Système aérien de combat du futur), pour créer un avion de combat de 6^e génération ultra-moderne, accompagné de drones, muni de techniques

de pointe et s'appuyant sur l'intelligence artificielle. L'accord a été élargi l'année suivante avec l'intégration de l'Espagne, tout en reposant d'un point de vue technique et financier sur les deux mastodontes que sont Dassault pour la France et Airbus pour l'Allemagne.

En 2020, un premier contrat de 155 millions d'euros avait désigné Dassault comme maître d'œuvre, bénéficiant de ce fait à ses partenaires Safran, Thales, etc. À la fin de cette année doit s'ouvrir la phase 2 du projet, permettant de lancer la construction d'un prototype. Cette fois, ce ne sont plus des millions mais 100 milliards d'euros, pactole que les deux constructeurs se disputent. Du fait du combat des chefs et du chantage qu'ils exercent, le



Maquette de l'avion de combat SCAF.

projet est actuellement au point mort. Airbus, soutenu par la partie espagnole, menace de quitter Dassault pour intégrer d'autres partenaires suédois ou britanniques, tandis que Dassault se présente comme étant le « meilleur athlète » et se dit prêt à poursuivre seul le projet avec ses partenaires français, son PDG Trappier revendiquant même en toute modestie d'avoir 80 % du chantier.

On en arrive donc à la phase finale des négociations entre les États français et allemand, pour savoir qui décrochera la plus grosse part du gâteau. Celui-ci est payé par la population, comme c'est le cas en France depuis cinquante ans pour le Rafale, et depuis cinq ans dans les trois pays associés pour ce projet d'une machine à tuer ultra-perfectionnée.

Michel Cortaud

Arnaque au CPF : l'exemple vient d'en haut

En 2018, la ministre du Travail Muriel Pénicaud présentait sa réforme du compte personnel de formation (CPF) comme une avancée majeure pour les salariés car, selon elle, elle inciterait les entreprises à participer davantage au financement des formations en créant des dispositifs dits d'abondement, autrement dit de contribution volontaire.

Cette réforme s'inscrivait dans une loi pompeusement baptisée « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel ». Elle transformait le CPF en un compte en euros, sauf pour les salariés du secteur public qui conservent un compte en heures. Le CPF des salariés du privé est alimenté par une contribution des entreprises, qui versent à la Caisse des dépôts 500 euros par an et par salarié à temps plein, avec un plafond de 5 000 euros. Pour les salariés les moins qualifiés, le montant est un peu plus élevé : 800 euros par salarié et par an, dans la limite de 8 000 euros.

Entre 2020 et 2023, ce dispositif a financé pour près de 9 milliards d'euros de formations. Mais, contrairement aux promesses de Pénicaud, les entreprises n'utilisent quasiment pas les possibilités d'abondement : dans la même période, elles n'ont ajouté que 62 millions d'euros aux versements obligatoires. En

outre, ces abondements ont surtout bénéficié à des cadres et professions intermédiaires, et assez peu à des ouvriers et à des employés qui voudraient passer un diplôme pour trouver un emploi mieux payé. En effet, sans surprise, les patrons ne financent que les formations qui leur sont directement utiles. Cela n'a pas empêché le gouvernement Attal d'instituer en mai 2024 un reste à charge de 100 euros pour « responsabiliser les utilisateurs » !

La loi de 2018 comportait d'autres clauses, parmi lesquelles une augmentation massive des aides versées aux patrons embauchant des apprentis. Celles-ci ont explosé dans les années suivantes : en 2023, d'après la Cour des comptes, elles s'élevaient à plus de 16,8 milliards d'euros, contre 5,5 milliards d'euros en 2018. Ainsi, si les CPF n'ont pas été abondés, les aides aux patrons l'ont bien été, et massivement !

Claire Dunois

RER B : les voyages forment... les grosses fortunes

La ligne B du RER, qui traverse l'Île-de-France du nord au sud, ne recevra pas ses 146 nouvelles rames fin 2025 comme c'était prévu en raison d'un conflit commercial avec le constructeur Alstom.



Le RER B promis

Début 2021, après un vote d'Île-de-France Mobilité (IDFM), l'autorité qui organise les transports régionaux, la RATP et la SNCF, les deux opérateurs de la ligne, ont passé commande de ces nouvelles voitures aux constructeurs Bombardier et CAF pour 2,5 milliards d'euros, rejetant l'offre d'Alstom, supérieure de 500 millions. Or Alstom, ayant racheté Bombardier, a hérité de la commande et du partenaire CAF, malgré ses efforts pour annuler le contrat ou négocier une rallonge. Valérie Pécresse, présidente d'IDFM, et le PDG d'Alstom ont confirmé le blocage de la situation jusqu'à une date indéterminée. Et tant pis pour les usagers qui en voient déjà de toutes les couleurs !

Deuxième ligne après le RER A qui traverse la région d'est en ouest, longue de 77 kilomètres, la ligne B transporte en effet près d'un million de voyageurs par jour. Très fréquenté par les travailleurs franciliens,

en particulier ceux des banlieues populaires du nord de la capitale qui s'y entassent dès le petit matin, le RER B est particulièrement touché par les incidents techniques. Les pannes électriques ou autres, les voitures dont les portes ferment mal, les rames supprimées au dernier moment et l'entassement qui s'ensuit, les arrêts en plein trajet et les retards sont le lot quotidien des

voyageurs.

Les usagers en ont plus qu'assez : vu le prix des loyers dans Paris et les banlieues proches, les travailleurs les plus mal payés se logent de plus en plus loin, ajoutant aux heures de travail la fatigue des trajets, souvent debout. Alstom, au chiffre d'affaires de 18,5 milliards en 2024-2025, lésine pour 500 millions, les autorités se déclarent impuissantes et les travailleurs payent les transports : un partage des tâches bien connu.

Sylvie Maréchal

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

**Au sommaire du n° 250
(septembre-octobre 2025)**

- Derrière la crise politique, la guerre sociale
- La CGT et la marche à la guerre
- Argentine : après deux ans de gouvernement Milei
- Bangladesh : un an après la « révolution de Juillet », les combats décisifs restent à venir

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



Stellantis-Poissy : la direction prépare la fermeture

Lundi 22 septembre, la direction a annoncé l'arrêt temporaire de la production du 13 au 31 octobre, à l'usine Stellantis de Poissy dans les Yvelines.

En renonçant à la production de 420 véhicules par jour, principalement des Opel Mokka, pendant trois semaines, la direction prouve une nouvelle fois qu'elle est bien en train de dérouler son plan de fermeture de l'usine.

Cela n'a pas été une complète surprise car l'information avait fuité par des travailleurs des entreprises sous-traitantes eux aussi touchés par cet arrêt de production. Mais l'ampleur du chômage annoncé et les sales coups de la direction choquent. Les 2 000 travailleurs du site seront mis au chômage pendant 12 jours et la direction leur vole trois jours de congés payés pour arriver à trois semaines. Les salaires seront amputés pendant cette période. Les ouvriers payés 1 800 euros perdront 150 euros. Sans parler des apprentis et des travailleurs employés par des sous-traitants.

Au-delà des conséquences directes du chômage, les travailleurs sont bien conscients que la direction ne leur dit pas tout. En effet, Stellantis prétexte une baisse des ventes européennes pour justifier ce chômage forcé. Mais elle refuse de donner ses chiffres de vente. Et en tout cas, puisque c'est elle qui décide de cet arrêt de production, il serait normal qu'elle en paye les conséquences, sans réduire les salaires et sans toucher aux jours de congés.

Pendant ce temps, la direction accélère ses négociations avec le club de football du PSG, pour la vente de terrains de l'usine en vue de la construction d'un stade et d'un complexe hôtelier et commercial de luxe.

Mardi 23 septembre, une réunion s'est tenue à huis clos à la mairie de Poissy entre la maire, les représentants du PSG, ceux de

Stellantis et la présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie Pécresse. L'apprenant par la presse, une quarantaine d'ouvriers se sont rassemblés au débotté devant la mairie pour y interpellier ces cachotiers et faire passer le message qu'ils ne se laisseront pas jeter dehors sans se battre. Le député macroniste Karl Olive, ancien maire de Poissy, a immédiatement réagi en niant la possibilité d'une fermeture de l'usine... ce que la direction de Stellantis elle-même se garde bien de faire.

Face au plan de fermeture que déroule la direction, les travailleurs doivent avoir un plan de lutte et s'organiser eux-mêmes pour cela. Depuis plus d'un an, les discussions vont bon train dans les ateliers sur ce sujet. De nombreuses réunions entre travailleurs se tiennent pendant les pauses pour discuter de ce que fait la direction, quoi faire du côté ouvrier et quelles garanties réclamer. Des débrayages ont eu lieu, et un groupe de travailleurs a commencé à s'organiser pour préparer la lutte nécessaire.

Il s'agit d'entraîner le maximum de travailleurs de l'usine, mais aussi ceux des autres usines du groupe et des sous-traitants concernés par les fermetures. Les patrons les attaquent tous, ensemble ils ont la force de les faire reculer et de leur imposer des garanties pour l'avenir.

Correspondant LO

Dans les bulletins Lutte ouvrière

Ils ont eu raison

Jeudi 11, au Montage HC1 en équipe B, plusieurs ouvriers ont débrayé à cause d'un poste surchargé. Le lendemain, le poste était doublé. Un bon moyen de se faire respecter.

Stellantis Poissy

Pas question !

Jeudi dernier, jour de grève, des responsables sont passés dans les équipes pour demander de rester deux heures de plus.

Tenter de nous faire remplacer des grévistes a eu la seule réponse que ça méritait : non !

Stellantis Sochaux Montage

La ténacité, ça paye

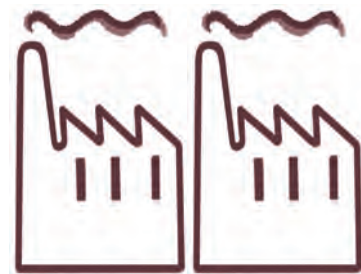
Mobilisées depuis fin mai, les collègues de réa pédiatrique ont obtenu six postes d'auxiliaires de puériculture, et le renforcement de l'équipe d'infirmières référentes. C'est une première victoire qu'elles n'ont pu obtenir qu'en étant plus persévérantes et déterminées que la direction.

CHU Toulouse

Mauvais tours de passe-passe

Plusieurs services ont déjà fermé. La direction a voulu nous faire des tours de magie, en nous présentant ces fermetures comme « provisoires », pour « cause de travaux », en changeant les noms, en déplaçant dans d'autres services.

Correspondant LO



Mais la réalité est là : il y a 100 lits en moins, avec des collègues déplacés comme des pions. Aucune raison d'accepter ces reculs !

Centre hospitalier de psychiatrie Cadillac

Prenons nos affaires en main

Environ 60 % des contrôleurs des CAF, réunis en « collectif » national, ont fait grève lundi 15 septembre. Ils protestaient ainsi contre les tâches qui leur sont rajoutées et contre le blocage de leur salaire. Ils ont bien raison de se faire entendre. De quoi nous donner des idées à tous !

CAF Nancy

Il y a patients et patients

En Gastrologie, la direction a décidé qu'il n'y aurait pas d'aides-soignantes la nuit, durant les week-ends, sous prétexte qu'il y aurait moins de patients. Sauf que 16 patients lourds, ça demande plus de travail que 18 patients moins lourds. On n'apprend pas ça, à l'école des directeurs ?

Hôpital Saint-Louis



Le 23 septembre, devant la mairie de Poissy.

Dassault-Cergy : du beau monde pour l'inauguration de l'usine

Un an après la mise en activité de l'usine Dassault de Cergy, le PDG Trappier est venu l'inaugurer, mardi 23 septembre. La fébrilité des cadres dirigeants locaux était à la hauteur de l'événement : l'usine n'avait jamais été aussi propre et dégagée, avec un service d'ordre pléthorique.

Le PDG était flanqué pour l'occasion du préfet du Val-d'Oise et de la présidente de Région Valérie Pécresse. On comprend que les institutions de l'État soient représentées puisque, comme le mensuel

L'Usine nouvelle le décrit ainsi : « Cette usine flamboyante neuve, pour laquelle le groupe ne précise pas le montant de l'investissement... » Et pour cause : il y a en effet tout lieu de penser que l'usine pourrait avoir été

payée en partie par l'argent public. En la matière, la famille Dassault possède un savoir-faire qui remonte à quatre générations !

Pour le reste, la direction locale avait fait en sorte de diviser les travailleurs. Les prestataires et les intérimaires, plus de la moitié de l'effectif, n'étaient pas conviés au discours ; quant aux « Dassault », ils étaient tous convoqués à la même heure en dépit des horaires

différents des équipes, afin de remplir l'atelier. Trappier a alors asséné le discours patronal habituel disant qu'il fallait se battre, que les temps étaient durs... si durs que les dividendes versées aux actionnaires l'an dernier ont dépassé le milliard d'euros, un record !

Les travailleurs sachant qu'ils n'ont rien de bon à attendre du PDG, ils n'ont pas été déçus !



CPF – Itancourt : face à la fermeture

Les salariés de CPF – Itancourt, dans l'Aisne, se sont mis en grève depuis mardi 16 septembre pour obtenir de vraies réponses de la direction. Ils font partie du groupe CPW dont Nestlé et General Mills sont les actionnaires.

Ces derniers ont décidé de fermer deux sites, celui d'Itancourt et celui de Bromborough en Grande Bretagne, sur les huit qui fabriquent des céréales pour petit-déjeuner en Europe. Depuis, la direction a affirmé avoir trouvé un repreneur qui réglerait le sort des salariés, un fonds d'investissement, Ecco Group, créé en janvier 2025.

Sur Itancourt, la direction garantit pour une durée de 15 mois, voire trois ans, la commande d'un tonnage nettement insuffisant pour faire fonctionner l'usine, le reste étant réparti sur les autres sites. Les salariés se demandent donc comment fera Ecco Group pour assurer du travail à tous. De quelle garantie les salariés

disposeront-ils après 15 mois ou trois ans ? Et pourront-ils toujours garder les droits qu'ils ont actuellement dans le groupe CPW ?

Sur toutes ces questions, la direction de CPW est restée évasive, ce qui a mis le feu aux poudres. Ses réponses ont convaincu un grand nombre de salariés que les actionnaires soignent leurs profits en se moquant de leur devenir. Elle refuse d'ailleurs de payer une compensation au titre du préjudice d'anxiété pour les neuf mois que les salariés viennent de passer depuis l'annonce de la fermeture. Ceux-ci se méfient à juste titre des déclarations des PDG comme du repreneur, dont la visite prévue a été repoussée tandis que la



FRANÇOIS-REINOSO EST RÉPUBLICAIN

direction annonçait baisser les tonnages garantis.

Nestlé et General Mills jouent les sauveurs mais la majorité des salariés est de plus en plus convaincue qu'ils cherchent plutôt le moyen de se débarrasser d'eux à moindre coût après avoir tiré profit de leur travail pendant des dizaines d'années. Et leur arrogance montre qu'ils laisseraient ainsi à Ecco Group le soin des licenciements.

Alors la grève est le moyen pour les travailleurs d'affirmer leurs exigences.

Correspondant LO

Equans : dame patronnesse pick-pocket

Chez Equans, une petite multinationale de rien du tout qui fait plus de 7 milliards de chiffre d'affaires et a près de 35 000 salariés en France, la direction fait ses bonnes œuvres... avec l'argent de ses salariés !

Ainsi, une collecte de fournitures scolaires pour la rentrée au bénéfice du Secours populaire a été organisée. Mais, au lieu d'offrir elle-même lesdites fournitures, la direction a fait appel au bon cœur de chacun pour en apporter dans des points de collecte dédiés !

Dans la même veine, un comité de solidarité Equans a été créé, où chaque salarié est invité à payer une cotisation mensuelle de 1,30 euros, prélevée directement sur son salaire. En échange, Equans s'engage à verser 1,70 euro supplémentaire dans la caisse de solidarité. En cas d'événement difficile, chaque adhérent pourra solliciter une aide, qui serait étudiée par le comité avant de donner lieu à un don ou à un prêt. Pour promouvoir ce dispositif, la direction communique à coups de slogans

tels que : « Grâce au comité, j'ai pu payer mon loyer » ou « Un soutien concret dans ma maladie. »

Apparemment, il n'est pas venu à l'idée d'Equans que si elle payait des salaires décents, chacun pourrait payer son loyer ou faire face à ses frais de maladie sans en appeler à la solidarité des collègues moins fauchés...

Les patrons, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît.

Correspondant LO

Hermès – Franche-Comté : des travailleurs ont vidé leur sac

Dans les trois usines Hermès des villes de Seloncourt, Héricourt et Allenjoie, en Franche-Comté, l'annonce du mouvement du mercredi 10 septembre a bien fait discuter.

À la fatigue pour fabriquer des sacs à main vendus plusieurs milliers d'euros pièce et d'autres articles de maroquinerie de luxe, au mécontentement pour tout, la suppression de deux jours fériés s'est ajoutée comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Le 10 septembre, 150 salariés sur environ 780 dans les trois usines ont décidé par eux-mêmes de faire

grève, ce qui de mémoire d'ouvriers Hermès était du jamais vu. Deux jours plus tard, la direction annonçait l'augmentation de salaire de 120 euros brut qu'elle avait prévue sans donner de date d'octroi. Cette augmentation n'a pas empêché que, le 18 septembre, des grévistes des trois usines soient dans les cortèges de manifestants.

À fabriquer des sacs à main à plusieurs milliers d'euros, dans des conditions de travail pénibles, on finit vite par avoir envie de « vider son sac » !

Correspondant LO



JULIEN DIVE

Dans l'usine d'Héricourt.

CPAM – Ile-et-Vilaine : aux capitalistes de passer à la caisse

Les salariés de la CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie) d'Ile-et-Vilaine étaient au rendez-vous des mobilisations de septembre, avec jusqu'à 30 % des effectifs en grève sur l'ensemble de la caisse. Dans certains services tels que la plateforme d'appels au 3646, plus de la moitié des employés étaient en grève le 18 septembre.

Dans un contexte d'inflation persistante, la question des salaires était au cœur des conversations, ainsi que sur les pancartes de la manifestation. Mais c'est également le sentiment de maltraiter les assurés qui occupe les esprits, vu les augmentations de participations forfaitaires et

franchises, les interminables délais de paiement des arrêts maladie dus à un manque de personnel, ou encore le durcissement des conditions d'accès à l'aide médicale d'État. Le 5 septembre, on avait pu voir que l'argent coulait à flots pour organiser l'assemblée générale de la Caisse à Saint-Malo, avec vue sur mer et traiteur. Alors que, dès qu'il s'agit d'augmenter les salaires ou de recruter, la direction assure que l'entreprise prend l'eau.

Les discussions et réunions devront se multiplier pour pouvoir décider ensemble et démocratiquement des suites à donner à la mobilisation.

Correspondant LO

Airbus – Toulouse : non aux heures supplémentaires obligatoires !

Après les 766 avions livrés en 2024, la direction d'Airbus a pour objectif d'en livrer 820 en 2025.

Son problème est qu'il en restait 386 à livrer début septembre, et sa « solution » est d'obliger les ouvriers à travailler entre quatre et huit « vendredi après midi/

samedi » d'ici la fin de l'année.

Les salaires insuffisants obligent trop souvent les salariés à faire des heures supplémentaires. C'est donc une attaque de plus de la direction, car il s'agit de sacrifier les repos, le temps libre et la santé pour le profit des actionnaires.

Les travailleurs d'Airbus comme ceux des sous-traitants et les intérimaires sont tous concernés. Ils ont un adversaire commun pour revendiquer de meilleurs salaires et de l'embauche, car s'il y a trop de travail ce ne sont pas les chômeurs qui manquent.

Correspondant LO

Sonoco – Laon : fermeture pour rentabiliser

Après avoir racheté le groupe Eviosys en janvier dernier, le groupe américain Sonoco a annoncé la fermeture de l'usine de production de Laon et le licenciement de 117 salariés sur 128. Il projette de ne conserver qu'une plateforme logistique.

Cela fait des dizaines d'années que cette usine qui fabrique des boîtes de conserve existe à Laon, dans l'Aisne, d'abord sous le nom de Carnaud, puis de CarnaudMetalbox, de Crown Cork et enfin d'Eviosys.

L'usine de Laon, qui ne fabriquait plus que les couvercles des boîtes, avait compté plus d'un millier de travailleurs. Ses effectifs ont

fondu d'année en année, en particulier par le non-remplacement des départs en retraite ou en invalidité.

Les salariés se souviennent avec colère qu'après le rachat en janvier, la direction du groupe Sonoco avait, devant eux, évoqué l'esprit de famille qui régnait dans l'entreprise. Ils soupçonnent, sans doute avec raison, que

l'intention de fermer l'usine de Laon était déjà prise à ce moment-là. Celle-ci fait des bénéfices, mais la direction de Sonoco explique qu'aujourd'hui on mangerait moins de conserves et qu'il lui faudrait donc rentabiliser en fermant une usine et en supprimant des emplois dans d'autres.

La production serait alors transférée dans d'autres usines du groupe en France, Italie, Espagne ou Hongrie. Vu des États-Unis, pour les actionnaires, ce n'est sûrement qu'un petit déplacement.

Mais pour les travailleurs, il s'agit de leurs conditions d'existence. Espérer retrouver du travail n'est pas du tout évident alors qu'il y a déjà de nombreux chômeurs dans la région et que plusieurs usines y parlent de licenciements et de renvois d'interimaires.

Le lendemain du 11 septembre, jour de l'annonce aux syndicats, les travailleurs se sont mis en grève et sont restés devant l'usine.

Ils ont très massivement

fait grève le jeudi suivant, 18 septembre, lors de la journée d'action nationale et les centaines de manifestants qui répondaient à l'appel ont terminé la manifestation devant l'usine pour montrer leur solidarité.

Des élus locaux et la préfecture se sont plaints de ne pas avoir eu de réponse à leurs demandes d'explications, ce à quoi la direction de Sonoco a répondu qu'elle réservait la priorité de l'information aux syndicats. Ces patrons considèrent n'avoir aucun compte à rendre, pas plus aux élus qu'aux

représentants de l'État, sauf s'ils espèrent en obtenir des aides.

Les élus disent pouvoir obtenir des reculs de Sonoco et se vantent d'avoir contribué à trouver un repreneur pour une usine Nestlé à proximité de Laon. Mais les travailleurs de cette usine font grève pour obtenir des garanties qui leur sont refusées.

Ceux de Sonoco ont toutes les raisons de lutter contre la décision de les sacrifier sur l'autel de la rentabilité et du profit.

Correspondant LO



Société générale : non au retour forcé au bureau

Près d'une centaine de salariés ont manifesté jeudi 18 septembre au pied des tours de La Défense à Paris.

Ils contestent la décision de la Société générale de revenir en arrière sur le télétravail, qui passerait de trois ou deux jours selon les services à un seul jour par semaine pour tous.

Le télétravail pour tous les salariés a été décidé par la direction de la banque après le Covid. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui l'ont adopté. Beaucoup ont aménagé chez eux une pièce de travail, certains ont même déménagé,

parfois loin de l'entreprise, pour pouvoir travailler ces deux ou trois jours dans un cadre plus agréable, en dehors des grandes villes. La direction voudrait maintenant les obliger à revenir en arrière pour se regrouper sur des plateaux, appelés flex-offices, où chacun doit réserver un emplacement anonyme et impersonnel avant de venir. Ceci alors que, dans le même temps, la direction en a profité pour réduire les surfaces de

travail, ce qui va conduire à un entassement général sur les plateaux.

C'est pourquoi les salariés présents au rassemblement ne cachaient pas leur mécontentement : « après nous avoir imposé le télétravail, elle fait marche arrière », « on a dû s'adapter, s'organiser, et maintenant ? » ou encore « la SG a tellement réduit le nombre de places qu'on est les uns sur les autres, c'est bruyant et ça ne donne pas envie de revenir ». La dénonciation du fait que la direction veut dégoûter le maximum de salariés et supprimer 4 000 emplois, après en avoir déjà supprimé plus de 950, revenait aussi dans les propos.

Elle affirme également vouloir réduire les indemnités liées aux départs dits volontaires, aux fins d'activité des seniors ou aux reconversions professionnelles.

Alors comment ne pas ressentir cette manœuvre comme une provocation ?

Correspondant LO



Air France Industries Orly-Nord : limonade pour les uns, caviar pour les autres

Le 16 septembre, la direction d'Air France a célébré, sur le site industriel d'Orly-Nord, l'entrée en piste de sa nouvelle Première classe, dont les aménagements ont été réalisés par des techniciens et ouvriers d'Orly.

Pour cette inauguration, la compagnie avait sorti le grand jeu : tapis rouge sur 30 mètres depuis le poste de sûreté jusqu'au hangar N3. Là, devant un Airbus 330, un immense tapis rouge accueillait un parterre de chaises façon cinéma. En effet, c'est sur la carlingue de l'avion que la direction allait projeter un film vantant sa Première nouvelle version, dopée au « plus luxueux que moi, tu meurs ».

En effet, ceux qui peuvent s'offrir un billet à plus de 10 000 euros l'aller veulent voyager en plein rêve, comme le proclamait en anglais le titre de ce film, Inside The Dream. Et c'est ce qu'Air France leur a vendu durant 55 minutes de projection, en faisant étalage de toutes sortes de raffinements, de l'accueil haut de gamme à l'aéroport aux vrais lits dans un espace privatif à bord, et à la cuisine étoilée servie en plein ciel à ces parasites... Bien sûr, cela laisse peu de place à ceux dont le travail rend cela possible :

en tout et pour tout, 20 secondes évoquaient le travail accompli par des mécanos-avion.

Ceux d'entre eux qui ont ainsi vu comment la direction les considère, eux et leur travail, en étaient énervés, sinon écœurés. Mais, bien sûr, cette petite sauterie ne leur était en rien destinée. La direction avait avancé l'horaire de l'équipe d'après-midi, afin que, après 17 heures, il n'y ait plus de bleus en vue pour gâcher la fête aux VIP, influenceurs et gens fortunés dont les Porsche Cayenne trônaient sur le parking du personnel.

Pour les richards qu'elle choie, la direction avait prévu du caviar, des « bulles » et autres douceurs. Avant d'en venir aux choses sérieuses elle avait, magnanime, laissé des mécanos voir son film et accéder à des boissons non alcoolisées car, à l'entendre, « l'alcool est bien sûr interdit sur le lieu de travail ». Mais visiblement pas à ceux qui vivent du travail des autres.

Correspondant LO

Michelin : l'État finance les licenciements

Jeudi 18 septembre, après la journée de grève et de manifestations contre les attaques gouvernementales et patronales, France 2 diffusait dans l'émission Complément d'enquête un reportage intitulé « Multinationales : les vraies assistées de la République ? »

Michelin, qui licencie à tour de bras, est particulièrement ciblé pour les aides reçues de l'État et l'usage qui en est fait. Parmi ces aides de l'État aux grandes entreprises, qui représenteraient 270 milliards d'euros par an et dont personne ne peut fournir une liste exhaustive, les journalistes ont décidé de s'intéresser en particulier au crédit impôt recherche (CIR) et au crédit impôt compétitivité emploi (CICE). Ces deux dispositifs ont été créés sous le dernier gouvernement de gauche en date, celui de François Hollande, qui promettait alors la création de plus d'un million d'emplois. L'ancien président, repeint en rose par le NFP en 2024, semble aujourd'hui scandalisé d'être interrogé sur le peu d'emplois créés suite à cette manne accordée aux capitalistes. Son argument se résume à expliquer que, sans ces aides, la situation

serait aujourd'hui encore bien pire. Le reportage a décrit la manière dont le groupe du numérique Capgemini parvient à toucher 70 millions d'euros du CIR, en affectant des consultants inoccupés à de faux projets de recherche, ou plus simplement en transformant le nom des activités pratiquées, afin de les faire passer pour de la recherche. Les témoignages de plusieurs salariés montrent bien que les rares contrôles effectués par le ministère des Finances n'inquiètent pas vraiment la direction. Concernant Michelin, c'est l'argent du CICE qui a intéressé les journalistes. En 2019, le groupe avait touché 4,6 millions d'euros à ce titre pour financer l'achat de plusieurs machines pour l'usine de La Roche-sur-Yon. En 2020, Michelin a fermé cette usine et licencié ses 620 salariés, où la plupart des machines n'avaient



même pas été installées. Aujourd'hui, elles servent à la production dans d'autres usines de pneus poids lourds du groupe. Mais tout cela n'est qu'une petite partie des aides touchées par Michelin. Dans un communiqué, le groupe indique toucher 40,4 millions au titre du CIR, et être exonéré de cotisations sociales à hauteur de 32,4 millions. Quant aux « divers dispositifs » par lesquels l'État finance Michelin, on n'en saura pas plus. On peut néanmoins se souvenir que, en 2023, l'entreprise Symbio, qui appartient notamment à Michelin, avait reçu 600 millions d'euros de l'État pour financer l'installation d'une usine de piles à hydrogène à Saint-Fons, usine aujourd'hui menacée par le retrait de Stellantis, son principal client. Toutes ces aides, directes

ou non, conditionnées ou non, sont un aspect du vol opéré par les grands groupes capitalistes aux dépens de toute la société, par l'intermédiaire de l'État. Mais aucun des responsables, y compris le sénateur PCF Fabien Gay, interviewé par France 2, ne remet en cause ce principe. Quand ils se contentent de vouloir « conditionner » ou « fléchir » les subventions au grand patronat, ils reconnaissent en réalité que c'est là le rôle de l'État, et de plus en plus à mesure que la crise s'aggrave. À la fin du reportage, Pierre Gattaz, ancien président du Medef, l'a dit assez clairement : « Ces aides, c'est notre pognon. » Dans un communiqué, Michelin s'est senti obligé de dire qu'il respecte la loi car « le CICE n'était assorti d'aucune conditionnalité ni d'aucun fléchage dans les

utilisations qui pouvaient en être faites ». Pourquoi rendre des comptes si personne ne lui en demande ? Et pour démontrer sa vertu et sa bonne foi il dit être prêt à rembourser le prix des machines achetées grâce au CICE. Il le pourrait car ce serait une goutte de 4 millions d'euros dans un océan de profits : 2,17 milliards en 2024. Cette année, les actionnaires en ont récupéré plus de la moitié : 960 millions en dividendes, et 500 millions en rachat d'actions. À Cholet, où la plupart des travailleurs de l'usine Michelin ont été licenciés cet été, le reportage a été très bien reçu : voir le patron qui vient de vous mettre dehors gêné de devoir s'expliquer est au moins une petite vengeance. Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Côte d'Ivoire : combattre l'ethnisme

En Côte d'Ivoire, les élections présidentielles doivent avoir lieu fin octobre. Le Conseil constitutionnel, aux mains de l'actuel président Alassane Ouattara, a rejeté les candidatures des principaux opposants, Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam.

Les principaux opposants déniaient de leur côté à Alassane Ouattara le droit de se présenter à un quatrième mandat.

Sur la soixantaine de candidats qui avaient déposé

leur candidature, seuls cinq ont finalement été retenus. Ils serviront de caution à un scrutin dont l'issue en faveur de Ouattara est connue d'avance.

C'est avec crainte que les

travailleurs voient approcher cette échéance. En Côte d'Ivoire, les présidentielles riment avec menace de guerre civile. L'ethnisme est l'arme ultime de politiciens rivaux qui, derrière leurs discours éculés sur la lutte contre la pauvreté, ne se différencient en rien dans leur volonté de se remplir les poches. Tous ont pour seule ambition de permettre aux capitalistes de continuer à s'enrichir sur le dos des travailleurs, en se servant eux-mêmes au passage. Et derrière eux, l'impérialisme français veille au grain. En Côte d'Ivoire, les grandes entreprises françaises sont en terrain conquis et il n'est pas question que le pays prenne le même chemin que le Mali, le Burkina Faso ou le Niger dont la France a été brutalement évincée.

Après la sanglante guerre civile commencée en 2002, pendant laquelle le pays avait été coupé en deux, la contestation des résultats électoraux en 2010-2011 avait débouché sur des

affrontements ethniques meurtriers. C'est l'armée française qui avait finalement assuré la victoire de Ouattara. Dans les quartiers pauvres, l'acharnement des politiciens à attiser les oppositions peut rapidement avoir des conséquences dramatiques et beaucoup de ceux qui y vivent envisagent d'aujourd'hui d'évacuer leur famille au village dans l'espoir de la protéger.

Conscients du danger mortel, des travailleurs font circuler un tract faisant appel à l'union de la classe ouvrière, que nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI – UCI) reproduisent dans le numéro de septembre de leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*. Il y est écrit en conclusion : « *Alors, nous qui habitons les quartiers pauvres, les cours communes, et qui avons vécu la barbarie et la violence dont ils sont capables, nous n'avons pas envie de les revivre encore une fois. Voilà*

pourquoi nous devons pouvoir compter sur la solidarité entre nous, au-delà de notre appartenance ethnique, nationale ou religieuse. Cela doit commencer par le refus de laisser la division et la haine se répandre parmi nous, les pauvres. Nous n'avons rien à gagner dans leurs histoires et surtout beaucoup à perdre. Alors, disons non à la xénophobie, non à l'ethnisme, non à tout ce qui divise les travailleurs et les pauvres entre eux ! Notre camp est celui de tous les travailleurs contre tous les exploiters et les politiciens, de quelque bord qu'ils soient. »

Tel est bien le seul enjeu de ces élections, qui ne sont, comme disent nos camarades de l'UATCI-UCI, qu'un « *combat de crocodiles* ». Cette unité des travailleurs est une question de survie, mais aussi un gage que pourront être menées les luttes collectives capables de changer leur sort.

Daniel Mescla



Le quartier Guéré de Duokoué détruit par les affrontements en 2011.

Énergies fossiles : discours et réalité

En 2015, en grande pompe, 200 pays promettaient solennellement, lors de l'accord de Paris, de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle.

Ils s'engageaient en particulier à réduire la production de combustibles fossiles, charbon, pétrole et gaz. Dix ans plus tard, cette production a atteint le double de celle qui serait compatible avec cet objectif !

L'Institut de l'environnement de Stockholm et l'Institut pour un développement soutenable viennent de publier le 22 septembre leur

rapport annuel concernant les prévisions de production des principaux États producteurs d'énergies fossiles d'ici 2030. Elles sont de 120 % supérieures au volume conciliable avec un réchauffement de 1,5°C et de 77 % supérieures à celui d'un réchauffement à 2°C. Et cet écart ne fait qu'augmenter.

Le Brésil, qui va accueillir prochainement la

nouvelle messe climatique, la COP30, est à l'image de cette fuite en avant générale, puisque sa production de pétrole aura augmenté de 50 % en 2030 par rapport à 2023 et celle du gaz de 110 %.

L'auteur du rapport explique de façon laconique : « *Il y a une déconnexion entre les ambitions climatiques de ces pays, qui ont souvent pris l'engagement d'atteindre la neutralité carbone, et leurs plans en matière de production fossile.* »

Par ailleurs, l'ONG Reclaim Finance a publié le



La plateforme d'extraction de gaz Troll A en mer du Nord.

23 septembre une étude montrant que les plus grandes banques du monde ont financé entre 2021 et 2024 deux fois plus les énergies fossiles que la prétendue « transition énergétique ».

La boussole des capitalistes est aimantée en direction du profit. Ils ne se demandent même pas si une planète un peu trop réchauffée permettra d'en produire encore.

Christian Bernac

Meeting à Paris

Samedi 27 septembre à 15 heures

Avec Nathalie Arthaud
et Jean-Pierre Mercier

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5^e

Métro Maubert-Mutualité – Entrée libre

